

Que savons-nous vraiment du budget ?

La question du budget est complexe. Or sa gestion est sans doute le sujet le plus sérieux d'entre tous puisqu'il conditionne tout : salaires du personnel communal, projets envisageables, capacité d'emprunt... Il représente une contrainte imposée qui impacte chaque priorité.

Lors de précédentes campagnes municipales, les équipes se sont « renvoyé la balle » de la responsabilité à coup de feutre et de flèches rouges, en se basant sur des chiffres qui allaient parfois du simple... au quadruple ! Peu d'arguments, peu d'explications, beaucoup de chiffres bruts, parole contre parole. Alors... que croire, qui croire ?

S'il est impossible d'entrer dans le détail de chaque ligne budgétaire, quelques faits et chiffres nous alertent d'ores et déjà. La capacité annuelle d'investissement de la commune se situe aux alentours de 220 000 € (265 000 € en 2024 et 180 000 € en 2025), somme en partie affectée aux 155 000 € de remboursement d'emprunt.

- Sur les **2 millions d'euros** attribués au cours du précédent mandat par l'État au travers de la DRAC (Direction régionale des affaires culturelles), la Région et le Département pour des travaux d'urgence sur le fort, 1,6 millions d'euros n'ont pas été utilisés car les dossiers n'ont pas été présentés par l'équipe municipale et constituent **une somme « définitivement perdue »**.
- Un montant total de 5 millions d'euros pour le projet cœur de village, largement sous-estimé initialement, a nécessité de **recourir à un « emprunt supplémentaire » à un taux élevé**. Le bilan de ces opérations est un **fort endettement de la commune jusqu'en 2034**.
- **350 000 € ont été mobilisés pour la réfection de la place Lanhouarneau** et la création d'un escalier monumental derrière la mairie. Le nombre de places de stationnement n'a pas été augmenté et le projet n'a pas répondu aux critères exigés en termes de végétalisation pour obtenir toutes les subventions escomptées : **ce projet était-il vraiment la priorité ?**

Afin d'aborder la gestion du budget avec tout le sérieux que cela nécessite :

- Nous demanderons dès le début du mandat **un audit financier** : il permettra d'établir un état des lieux objectif et complet autour des finances, des contrats, des projets en cours à amortir. Il éclairera les choix d'investissements des équipes précédentes, la question des remboursements d'emprunts, les chiffres exacts des subventions (et leurs critères d'attribution). Une base solide afin de connaître précisément nos « marges de manœuvre » lors des premières années.
- Les **conclusions de cet audit seront restituées** aussi clairement et aussi rapidement que possible aux Barrolines et Barrolins.
- Afin de garantir **la gestion la plus saine possible sans augmenter les impôts**, nous nous réduirons les dépenses superflues pour optimiser les sources de revenus : recherche de financements publics via les dispositifs existants ; recours à des groupements d'achat pour l'énergie ; renoncement à certains projets si nécessaire ; propositions de chantiers participatifs, etc.

Nous nous engageons à gérer le budget de manière sérieuse, transparente et responsable.

